

## **"NOUVEAU" GOUVERNEMENT: ON PREND LES MEMES ET ON RECOMMENCE !...**

Dans notre numéro du mois d'octobre sous le titre, "le Parlement Marocain : une équation à paramètres ajustables", nous avons largement abordé les manoeuvres du pouvoir visant à constituer une équipe gouvernementale à partir d'une "majorité" façonnée, issue d'un Parlement désigné, sur la base d'un mode de scrutin fondamentalement truqué ...

Plusieurs semaines après les "élections" du 18 septembre 1993, le Maroc se voit enfin doté d'un Gouvernement qui ... reconduit pour l'essentiel l'équipe précédente. Seize anciens ministres ont retrouvé en effet un portefeuille dans ce Gouvernement.

On y retrouve bien entendu l'ancien Premier Ministre Karim ELAMRANI à la tête du Gouvernement, Driss BASRI promu Ministre d'Etat toujours à l'Intérieur et à l'Information, Abdelatif FILALI aux Affaires Etrangères, etc ...

Les négociations avec les partis dits de la "Koutla" qui ont soi-disant "remporté" la première partie des élections (2/3 des élections au suffrage direct) et les manoeuvres ont en fin de compte accouché d'une souris!

Au regard de la liste des membres de ce Gouvernement, une autre remarque flagrante s'impose. Il était question pour le pouvoir de présenter une image crédible du pays, à même d'attirer la sympathie des pays occidentaux, leur adhésion et d'encourager les investissements étrangers.

C'est ce qui explique la nomination d'un Ministre Délégué chargé de l'Environnement et de la Protection de la Nature auprès du Ministre de l'Intérieur ; celle de Driss JETTOU au Commerce et à l'Industrie, personnage connu pour avoir participé à la conférence "Paix 2000" et pour ses relations avec les milieux d'affaires israéliens ; de Morad CHARIF au Commerce Extérieur qui a "fait ses preuves" à l'ONA (Omnium Nord-Africain), groupe contrôlé complètement par le pouvoir et qui se distingue par sa mainmise sur l'essentiel des richesses du pays et son hégémonie sur l'ensemble de son économie.

La nomination d'un marocain de confession israélite comme Ministre du Tourisme fait également partie de cette stratégie.

Il s'agit donc bel et bien d'un Gouvernement "gadget", car le vécu et le lot quotidien du peuple marocain en terme de problèmes d'emploi, de santé, de logement, d'éducation, de libertés individuelles et collectives ... ne trouveront pas de réponse avec une telle configuration. C'est dire que ces problèmes se poseront avec autant sinon davantage d'acuité.

L'opinion internationale en général, et les forces démocratiques en particulier ne sont pas dupes. De même pour les acteurs économiques, pour qui l'intervention financière et l'investissement se conjuguent avec la stabilité qui garanti le retour d'investissement, et avec la démocratie en dernière analyse ...

Après la campagne de désinformation menée autour de la prétendue authenticité des dernières élections, la simple formation de ce Gouvernement donne incontestablement une idée précise de la vraie (et inchangée) nature du pouvoir...